La coopération internationale au service des transitions

La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole[1] s'est construite sur une culture commune, nourrie de riches expériences de développement et de solidarité. Elle a été influencée par une ambition de l'Union européenne (UE) de faciliter l'expérience de l'altérité sur son territoire. Objet de formation dans sa dimension culturelle, la place de cette mission dans l'éducation aux évolutions sociétales, par exemple la transition écologique, doit être confortée.

L'adaptation au changement climatique, la reconversion de nos systèmes agricoles et alimentaires comme la lutte contre la pauvreté et les inégalités, sont des enjeux globaux et interconnectés. Priorités des politiques publiques française et européenne, ces objectifs sont également inscrits dans les agendas internationaux, dont l'Agenda 2030 pour le développement durable. Faire évoluer le paradigme de la coopération internationale de son intention première d'ouverture culturelle vers celui d'un levier au service des politiques publiques est devenu le réel enjeu d'un futur positionnement stratégique.

Des transitions inscrites historiquement dans une dynamique internationale

L'intérêt de l'homme pour la nature, traduit à maintes reprises sous différentes formes artistiques ou littéraires, est ancré dans l'histoire. La perception de cette relation évolue cependant grandement au cours du temps. En 1836, l'écrivain américain Ralph Emerson rédige son essai intitulé *Nature* dans lequel il entend redéfinir l'essence du lien homme-nature et affirmer sa dimension spirituelle. Cet essai lui permet de définir cette notion d'une nature si puissante que l'homme ne peut l'altérer « la NATURE, dans le sens vulgaire, comprend tout ce que l'homme ne peut modifier : l'espace, l'air, l'eau, les feuilles. [...] Les actions de l'homme, telles que raboter, faire du pain, ravauder, laver sont si insignifiantes en elles-mêmes, comparées à une domination aussi grande du monde sur l'esprit humain, que ces actions ne sauraient changer le résultat de cette domination (sic) »[2]. L'idée d'Emerson d'une nature infiniment plus puissante que l'homme s'estompe à mesure que la notion d'anthropocène s'installe. Ce qui était un temps une théorie, celle du poids des activités humaines sur notre environnement, devient un fait établi et mesurable. Nos sociétés modernes sont confrontées à des défis, emblématiques d'un nouveau régime climatique[3].

> L'acceptation du terme anthropocène retenue est celle de « néologisme formé en 1995 par Crutzen pour qualifier le fait que l'activité humaine a un impact global sur le système planétaire, perceptible au niveau géologique »[4]

Aujourd'hui associée dans le domaine de l'éducation à des questions socialement vives transcendant l'ensemble des secteurs de notre société, la question écologique nécessite de réinterroger nos pratiques. Elle appelle de nouveaux possibles et ceux-ci peuvent s'incarner dans la notion de transition soit, un « processus de transformation au cours duquel un système passe d'un régime d'équilibre à un autre »[5]. Ce concept de transition est le fruit de travaux internationaux, d'une longue maturation débutée dans les années 1970 avec notamment le rapport Meadows (1972) ou la charte de Belgrade sous l'égide de l'UNESCO (1974). Cette dernière pose les bases d'une éducation relative à l'environnement de façon à « former une population mondiale consciente, préoccupée de l'environnement et des problèmes qui s'y rattachent ; une population qui ait les connaissances, les compétences, l'état d'esprit, les motivations et le sens de l'engagement permettant de travailler individuellement et collectivement à résoudre les problèmes actuels et empêcher qu'il ne s'en pose de nouveaux »[6]. À la suite du rapport Brundtland intitulé *Notre Avenir à Tous* (1987) et du Sommet de la Terre de Rio (1992), le concept de développement durable s'impose. L'éducation

1. La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole est définie dans le code rural, article L811-1.

2. Emerson, R. (1836). La Nature. Paris : Folio Sagesses, éditions Gallimard.

3. Latour, B. (2015). Face à Gaïa, huit conférences sur le nouveau régime climatique. Paris : éditions La Découverte.

4. Définition proposée par le site http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/anthropocene et utilisée dans le hors-série de septembre 2022 du Dossier de veille de l'Institut Français de l'Education (Ifé) intitulé Apprendre en anthropocène. Éduquer à la biodiversité.

5. Dossier THEMA (juin 2017). La transition, analyse d'un concept. Commissariat général au développement durable, ministère de la Transition écologique et solidaire.

6. Canal-uved. (2017, 19 décembre). Émergence de l'éducation au développement durable. [Vidéo]. Canal-U. https://www.canal-u.tv/69179.

au développement durable bouscule certaines pratiques pédagogiques. Elle propose une analyse systémique, une approche pragmatique et transdisciplinaire. Les enseignements s'inscrivent dans une pédagogie de projet et associent à la question environnementale des dimensions sociétales, économiques et culturelles.

Dès le départ de la réflexion sur les enjeux de l'éducation à l'environnement puis au développement durable et enfin aux transitions, la dimension internationale est affirmée. Les instances internationales, Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques (COP) ou travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), s'appuient sur cette dynamique internationale pour définir des stratégies et favoriser des changements systémiques pour préserver la planète. Dans son ouvrage de vulgarisation du sixième rapport du GIEC, le journaliste Sylvestre Huet, rappelle que la coopération internationale est « un catalyseur essentiel pour atteindre des objectifs ambitieux d'atténuation du changement climatique »[7].

En mars 2020, l'épidémie de COVID 19 est déclarée pandémie. Paradoxalement, cette pandémie mondiale vécue comme le sommet de l'isolement et du confinement, donc du repli sur soi, a montré la nécessité d'une collaboration internationale alors même que tout déplacement était devenu quasi impossible. Elle a contribué à une prise de conscience collective de la nécessité d'agir notamment dans les domaines de l'environnement et de l'alimentation. Cette modification des comportements a été facilitée par l'accélération du numérique. La pandémie a ainsi constitué un moment de rupture propice à penser de nouvelles formes de coopération.

La période actuelle marque l'importance de penser collectivement le monde de façon à développer une culture commune qui nous permettra d'agir face aux enjeux sociétaux actuels et futurs. Cette action peut être catalysée par de nouvelles formes de coopération internationale plaçant les politiques publiques, notamment celles liées aux transitions, au cœur du projet.

L'enjeu des transitions affirmé dans les politiques de l'Union européenne et de la France

Depuis plusieurs années, la question de la transition écologique constitue l'un des enjeux de la politique de l'Union européenne. Elle s'est traduite par le *Green deal*, qui commande des changements structurels de l'économie et des comportements des individus[8]. Pour ce faire, les systèmes éducatifs européens apparaissent comme les moteurs de cette politique. En juin 2022, le Conseil européen adopte une recommandation visant à encourager les États membres à se saisir des leviers de l'éducation et de la formation pour préparer la transition écologique[9]. Celle-ci doit devenir une priorité dans leurs politiques d'éducation et de formation afin que les apprenants acquièrent les connaissances et les compétences pour envisager un avenir durable. Elle s'inscrit également dans le projet de la construction de l'espace européen de l'éducation qui a vocation à former à la transition écologique[10]. La coopération internationale doit donc jouer un rôle plus important pour soutenir les systèmes éducatifs des pays partenaires : coopération entre les établissements scolaires des états membres, soutien à la stratégie numérique d'internationalisation des établissements du programme Erasmus dont l'une des priorités concerne les transitions écologique et numérique.

Ces politiques et cette recommandation supposent de renforcer chez les jeunes leur compréhension de la crise climatique et leur pouvoir d'agir face à la dégradation de l'environnement et à la perte de biodiversité. L'efficacité de ces politiques ne peut que résider dans une approche transversale et internationale de l'éducation aux transitions.

La politique européenne inspire la France pour qui la question de la transition écologique est prégnante dans l'enseignement et la formation. C'est dans cet esprit que l'enseignement agricole a lancé le plan Enseigner à produire autrement dont l'un des objectifs est de « mettre en résonance l'accompagnement des transitions et du projet agroécologique de la France, avec les missions de l'enseignement agricole »[11]. Les référentiels de diplômes intègrent aussi cette dimension : l'épreuve orale terminale (EOT) du baccalauréat STAV[12], par exemple, doit questionner les enjeux sociotechnique et éthique du projet présenté. L'enseignement des questions socialement vives, par son approche de la complexité, de la construction collective et de l'engagement, peut contribuer à

7. Huet, S. (2023). Le GIEC, urgence climat. Le rapport incontestable expliqué à tous. Paris : éditions Tallandier.

8. Green – revue semestrielle scientifique. Après la COP 27 : géopolitique du Pacte Vert. N°3 ; janvier 2023.

9. Conseil de l'Union européenne. Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL sur l'apprentissage au service de la transition écologique et du développement durable. Dossier interinstitutionnel du conseil de l'Union européenne. Bruxelles 25 mai 2022.

10. Commission européenne. Communication de la commission au parlement européen, au comité économique et social européen et au comité des régions relatives à la réalisation d'un espace européen de l'éducation d'ici à 2025. Bruxelles : COM (2020)625 final. 30 septembre 2020.

11. Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Enseigner à produire autrement, pour les transitions et l'agroécologie. DGER. Janvier 2020.

12. Baccalauréat technologique "Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant"

s'orienter vers la transition écologique grâce à des ingénieries didactiques innovantes et participatives[13].

En septembre 2022, la concertation nationale lancée par le président de la République pour construire un pacte et une loi d'orientation et d'avenir agricole (LOA) conforte l'engagement de la France en prévoyant parmi ses objectifs de renforcer la planification écologique dans la formation et l'orientation[14].

Pour permettre au plan « Enseigner à produire autrement » et aux propositions issues de la concertation sur le projet de la LOA de s'inscrire dans le mouvement transitionnel impulsé par la politique européenne, la mission de coopération internationale constitue un atout déterminant : l'action 3.3 d'EPA2 « Participer à des projets d'expérimentation et démonstration multi-sites » peut par exemple s'articuler avec l'action clé 2 d'Erasmus : « la coopération entre organisations et institutions » qui soutient les partenariats en faveur de l'innovation. C'est pour cette raison qu'il importe que la mission de coopération internationale dépasse le seul objectif de la mobilité, car elle contribue à apporter des capacités à agir dans des situations complexes et à s'ouvrir à de nouveaux paradigmes. Son efficacité repose aussi sur la transversalité et le pouvoir d'engager des projets locaux dans une dynamique européenne, voire mondiale.

Les valeurs de la mission de coopération internationale, une ressource pour l'éducation aux transitions

Afin de relever les défis environnementaux, sociaux et démocratiques, l'enseignement agricole constitue un élément essentiel dans l'accompagnement des nouvelles générations à faire face aux transitions agroécologique et climatique. Depuis des décennies, il est l'un des fers de lance de l'éducation au développement, puis du développement durable et aujourd'hui de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Ainsi, depuis 1998, le réseau d'éducation au développement offre aux équipes pédagogiques des ressources pour la compréhension des interactions au niveau mondial entre économie, environnement et questions sociales. L'appui de ce réseau, comme celui apporté par l'ensemble des réseaux Europe et international, s'avère complémentaire de l'action des réseaux pilotés par le Bureau du développement agricole et des partenariats pour l'innovation (BDAPI), en particulier le collectif d'animateurs Réso'them chargés d'accompagner les établissements dans la transition agroécologique. La mise en synergie progressive des compétences et des actions respectives de ces réseaux thématiques et géographiques s'avère être un levier pour encourager les équipes éducatives à investir la formation aux transitions dans une réalité internationale.

Du fait de l'ouverture sociale, culturelle et professionnelle qu'elles permettent, les actions conduites avec des partenaires étrangers constituent en effet des supports privilégiés de formation des apprenants aux transitions, tout en participant à la construction de leur citoyenneté mondiale et en les sensibilisant à l'impérative nécessité de s'engager dans une démarche solidaire et globale. Ces actions visent le plus souvent, d'une part, à partager des approches pédagogiques et à créer des ressources didactiques et, d'autre part, à offrir aux étudiants l'opportunité de vivre en situation réelle des expériences agroécologiques.

Des dispositifs et des ressources au service des établissements

Pour conduire leurs actions de formation aux transitions dans une dimension internationale, les établissements bénéficient aujourd'hui d'une palette de dispositifs incitatifs. Certains participent à des partenariats institutionnels soutenus par le MASA. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères contribue parfois à leur réalisation par la mise à disposition d'un fonds de solidarité pour des projets innovants[15] qui encourage notamment les initiatives en faveur d'actions durables, auxquelles sont associés des établissements techniques, le plus souvent en collaboration avec les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche agronomiques.

D'autres mobilisent les opportunités offertes par des dispositifs propres à la DGER. Le dispositif « projets de développement »[16] (ex « tiers temps ») est ainsi ouvert depuis 2013 aux projets relevant de l'ouverture internationale. Après avoir soutenu dans les premières années la mobilité et l'éducation à la citoyenneté européenne et internationale des apprenants, les projets investissent désormais les transitions agro-

13. Simmoneau, L. ; Simmoneau, J. ; Cancian, N. (2016). QSV Agro-environnementales et changements de société : Transition éducative pour une transition de société via la transition agroécologique. DIRE n°8 | 2016 : Les questions socialement vives : une visée émancipatrice http://epublications.unilim.fr/revues/dire

14. Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire (2023). Concertation sur le pacte et la loi d'orientation et d'avenir agricoles. https://agriculture.gouv.fr/concertation-sur-le-pacte-et-la-loi-dorientation-et-davenir-agricoles.

15. Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (2020) - Le Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) : le dispositif de financement phare du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fonds_fspi_a5_v2_cle465e1e.pdf

16. Bulletin officiel du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire - Note de service DGER/SDRICI/2023-435 du 06/07/2023 : Lancements des 3 appels à projets Emergence – Projets de développement (ex Tiers-Temps) – Chef de projet et de partenariat, pour sélectionner des projets participant aux objectifs du plan « Enseigner à Produire Autrement pour les Transitons et l'Agroécologie » (EPA2)

écologiques. Dans un prolongement cohérent avec les bonnes pratiques développées localement sur leurs exploitations et ateliers, des établissements sont engagés avec des partenaires européens ou des pays du Sud sur des problématiques techniques ou didactiques concernant principalement l'adaptation des pratiques agricoles au changement climatique, les transitions des systèmes alimentaires, la gestion durable des ressources naturelles ou le maintien de la biodiversité.

Pour leur part, certaines collectivités territoriales s'impliquent également dans le développement durable et proposent des appels à projets dans lesquels les établissements agricoles ont pleine légitimité à s'investir. C'est le cas par exemple du projet FAB'éOC[17] portant sur des formations croisées en agroécologie au Bénin et en Occitanie, déposé dans le cadre de l'appel à projet régional « Alimentation durable et agroécologie en Afrique ».

La nouvelle programmation Erasmus+ privilégie également les mobilités et les partenariats de coopération qui s'intéressent à l'ingénierie pédagogique portant sur les enjeux du développement durable[18]. Elle promeut les initiatives en ce sens comme le démontre le récent séminaire intitulé « Agroécologie, approche technique et pédagogique » organisé à la Bergerie Nationale. À ce titre, un nombre significatif de projets structurants (APPEL[19], NECTAR[20], etc.) promeuvent des mobilités croisées d'enseignants et d'apprenants de lycées agricoles visant à découvrir d'autres pratiques agroécologiques ou à favoriser des échanges autour de méthodes pédagogiques innovantes en agroécologie et ruralité.

La revue et l'analyse des initiatives conduites aujourd'hui par les établissements montre que la formation aux transitions conduite dans un cadre international impulse de nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage qui s'inscrivent elles-mêmes dans un processus de transition pédagogique et éducative.

> Cette diversité d'actions doit désormais « faire système » afin de donner à tous les apprenants les clés pour faire de chacun un citoyen capable de « penser le monde et sa commune dans un même mouvement »[21].

17. https://adt.educagri.fr/actualites/projetfabeoc-formationen-agroecologie-au-benin-et-en-occitanie

18. https://erasmus-plus.ec.europa.eu/fr/programme-guide/part-a/priorities-of-the-erasmus-programme

19. https://agence.erasmusplus.fr/projets/dessiner-les-contours-dune-agriculture-plus-respectueuse-de-lenvironnement-tout-en-sensibilisant-a-la-citoyennete - Projet APPEL 2109/2020 : « Apprendre à Produire en Protégeant l'Environnement et l'Humain »

20. https://erasmus-plus.ec.europa.eu/projects/search/details/2021-1-FR01-KA210-VET-000032864. Projet NECTAR 2021/2023 : « New Education Transition in Agroecology and Rurality »

21. Green – revue semestrielle scientifique. Après la COP 27 : géopolitique du Pacte Vert. N°3 ; janvier 2023.